

Après Notre-Dame, la Fondation du patrimoine va lancer une collecte pour les sites en péril

Publié le 13.05.2019 à 16h15 • Mis à jour le 13.05.2019 à 16h35

Estimant que les dons collectés pour la reconstruction de Notre-Dame-de-Paris sont suffisants, la Fondation du patrimoine compte lancer une nouvelle collecte pour aider à la sauvegarde d'autres bâtiments en situation d'urgence.

par Rédaction Mieux Vivre avec AFP



Le Château d'Issou est un exemple du patrimoine en péril pour lequel la Fondation de France lance une nouvelle souscription. Crédit : Fondation de France.

Partager

« Plus jamais ça! »: c'est l'intitulé de la nouvelle souscription que compte lancer mardi la [Fondation du patrimoine](#) pour les cas les plus urgents parmi 2.800 sites menacés en France, en même temps qu'elle va clore sa collecte de fonds pour Notre-Dame. « La souscription concernera les sites les plus en danger parmi 2.800 menacés, notamment en termes de mise en sécurité », a déclaré à l'AFP le président de la Fondation du patrimoine Guillaume Poitrinal.

La Fondation, une des quatre institutions retenues pour la collecte de fonds, pour empêcher [les escroqueries](#), a réuni jusqu'à présent 218 millions d'euros, pour 224.600 dons, selon M. Poitrinal. « Il faut être raisonnable, il faut savoir s'arrêter », a-t-il indiqué, tout en saluant la mobilisation « historique » en faveur de la restauration de Notre-Dame, près d'un mois après l'incendie spectaculaire qui a ravagé la cathédrale.

De nombreux sites sont aujourd'hui en péril à travers la France. « J'aimerais beaucoup qu'on mette en sécurité la charpente du Mont Saint-Michel ou encore la maison de Pierre Loti fermée depuis 15 ans », a cité M. Poitrinal comme exemples.

2 milliards d'euros de besoins d'investissement dans le patrimoine en péril

« Dans la [mission \(Stéphane\) Bern](#), on a repéré deux milliards d'euros de besoins d'investissements dans le patrimoine français dit en péril, c'est-à-dire des bâtiments qui s'effondrent, des ponts qui sont interdits au public, des théâtres, des musées municipaux, des églises qui souffrent », a précisé M. Poitrinal. « Ca peut aller du petit lavoir qui est en train de disparaître, des monuments aux morts, des locomotives d'un intérêt patrimonial, aux phares qui sont en train de tomber dans la mer, on a de tout », a-t-il encore précisé.

Le président de la Fondation a appelé à profiter du « message derrière le drame de Notre-Dame » et de la « prise de conscience que le patrimoine est globalement mal entretenu et fragile », afin de le mettre en sécurité. La collecte globale de Notre-Dame devrait atteindre selon lui les 900 millions. « Les petits donateurs sont très nombreux et ils doivent être servis en premier », a plaidé le président de la Fondation.

En cas de surplus, « les grandes fortunes sont ouvertes à l'idée de réallocation de leurs dons car naturellement elles n'ont pas envie de verser de l'argent qui ne sera pas utilisé », dit-il. « C'est quelque chose qu'on pratique sur beaucoup de projets. Il n'y a pas de détournement, c'est en concertation avec les grands donateurs ». Parmi les lieux de culte, quelque 5.000 édifices se délabreraient, selon l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR).